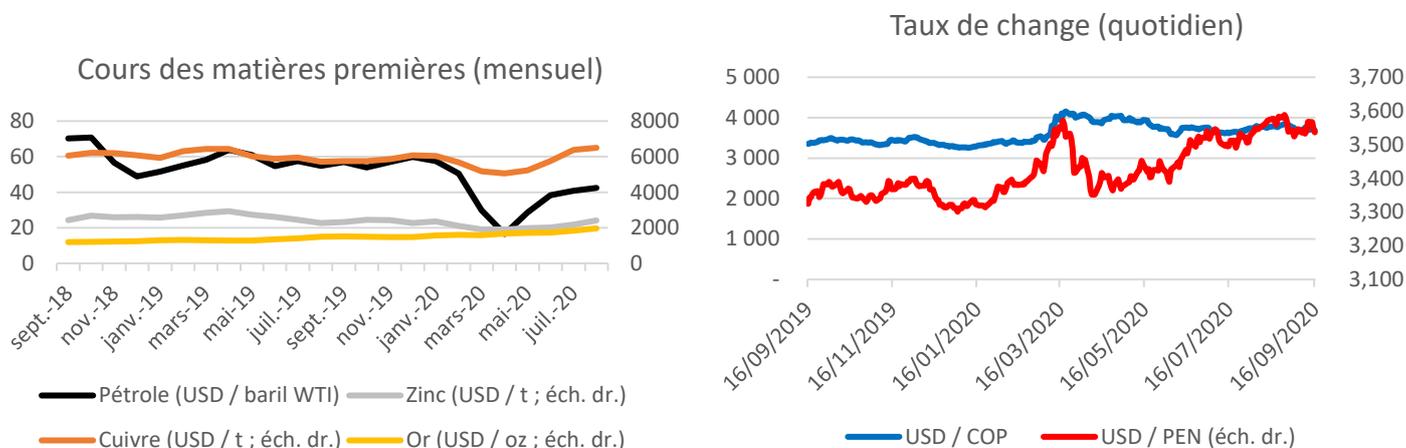




Région

2019 – Population : 138 M

PIB : 785 Mds USD



Nouvelles mesures ou annonces sanitaires / économiques.

	Etat du confinement	Macro	Sectoriel	Banque Centrale
Bolivie		1S déficit budget 2,9Mds\$; création fonds 203M\$ pour collectivités : compenser faibles recettes fiscales ; baisse PIB 6,2% 2020, inflation 1,7% et déficit budgétaire 4,6Mds\$ (gouvernement)	Déconfinement -> hausse demande combustible -> pénuries	
Colombie	Ouverture vols internationaux le 19/09 depuis Carthagène (Etats-Unis, Mexique, Brésil)	2020 estimation gouvernement dette publique en augmentation de 10% du PIB brut ; recettes fiscales -13,6% août g.a	5.722 immatriculations septembre = 32,1% de + que sur les 15 premiers jours d'août (-31% g.a)	
Equateur	Fin état d'urgence et couvre-feu le 14/09 ; ouverture tous secteurs sauf bars et boîtes de nuit	Accord renégociation dette obligataire (17,3 Mds USD) + Chine (891 MUSD) ; DD 16,8% S1+2m ; remesas 9,5% S1 2020	Banque : taux prêts NPL 3% août 2020	
Pérou	Couvre-feu 23h à 4h depuis le 21/08 (levée le dimanche à partir du 20/09 mais sans circulation véhicules particuliers) ; déconfinement sous 4 phases. Phase 4 pas commencée	Croissance -16,5% S1+1 ; 2e Bono Universal 220\$ octobre pour 8,4M ménages	Recettes agro chutent 3,9% S1+1 2020 ; secteur transport interprovincial : 235M\$ pertes	
Venezuela	Etat d'urgence jusqu'au 12/10 (frontières fermées) ; classes en présentiel en 2021 ; 6 mois de confinement			

Bolivie

2019 – Population : 12 M

PIB : 42 Mds USD

Le gouvernement refuse de payer le « bono contre la faim » faute de financement.

Malgré l'approbation par l'Assemblée Législative de cette subvention de 145 USD pour les ménages sans revenus, l'Exécutif a précisé que le mécanisme n'est pas provisionné. Le gouvernement refuse d'utiliser les fonds des prêts approuvés par la BID et la Banque Mondiale (800 MUSD), comme c'était l'intention de l'Assemblée, car ils sont déjà réservés pour d'autres lignes budgétaires (dont d'autres bonos).

Colombie 2019 – Population : 48 M PIB : 328 Mds USD**L'établissement colombien Inverlink s'associe à UBS.**

UBS Group AG s'est associé à la banque d'investissement indépendante colombienne Inverlink pour étendre sa présence en Amérique latine. Le partenariat couvrira les services bancaires d'investissement en Colombie, en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Avec plus de trois décennies d'expérience sur le marché, Inverlink est l'un des leaders du secteur des banques d'investissement spécialisé dans les fusions et acquisitions, le financement de projets et les marchés de capitaux en Colombie et dans la région. Ce partenariat d'UBS en Amérique latine survient moins d'un an après l'annonce d'une joint-venture dans le domaine de la banque d'investissement avec le prêteur public Banco do Brasil SA.

Avianca Holdings fait appel d'une décision de justice.

Avianca Holdings a déclaré avoir fait appel d'une décision de justice qui a bloqué de manière préventive la semaine dernière le déboursement par le gouvernement colombien à la compagnie aérienne en difficulté d'un prêt de 370 millions de dollars pour financer une partie de la restructuration de sa faillite. "*La mesure de précaution met en danger la viabilité d'Avianca et la connectivité aérienne du pays*", a déclaré la société dans un communiqué dans lequel elle indique également que 123.000 emplois sont menacés chaque année, 3,19% du produit intérieur brut et la perception de 1,3 milliard de dollars de taxes pour la Colombie. Le soutien devra être évalué et autorisé par le juge chargé de l'affaire au tribunal du district sud de New York dans le cadre de la procédure de restructuration sous le « chapitre 11 ».

Quatre constructeurs immobiliers investissent près de 70MEUR à Bogota.

En pleine pandémie, les entreprises de construction Urbanum, Arpro Arquitectos Ingenieros, Hitos Urbanos et Dom Real Estate ont relevé un défi de taille, celui de terminer un projet immobilier situé dans le quartier Polo Club de la capitale. Le groupe des quatre constructeurs a investi 68,3MEUR pour mettre sur pied deux bâtiments de 25 étages qui comptent 800 appartements au total. Les livraisons débuteront au premier semestre 2024.

La Colombie émet l'obligation la plus longue de son histoire.

Le pays vient de lancer le TES à échéance 2050, l'obligation à long terme la plus longue de son histoire. La demande pour cette émission a atteint 9,1 billions de pesos, soit près du double du montant émis de 4,8 milliards de pesos (1,3 Md USD), ce qui reflète les conditions attractives du placement (coupon de 7,25%). Comme il s'agit d'une obligation en pesos et à taux fixe, non seulement elle diminue le risque de change, mais elle atténue aussi dans une certaine mesure le risque de refinancement dans un scénario où les taux d'intérêt et/ou le risque de crédit augmenteraient.

Equateur 2019 – Population : 17 M PIB : 108 Mds USD**Nouveau rééchelonnement de la dette chinoise.**

Suite à une première renégociation avec la CDB qui a permis de différer le paiement de 417 MUSD dus en 2020, l'Equateur a annoncé un nouvel accord avec l'Eximbank chinoise qui lui permettra de reporter le paiement de 474 MUSD dus en 2020 et en 2021 à partir de mars 2022. Cette ligne de crédit de l'Eximbank avait permis de financer 3 grands projets hydroélectriques (Coca Codo Sinclair, Paute Sopladora, Minas San Francisco) et une ligne de transmission de 500 kw.

Le secteur aérien amorce une reprise lente.

Depuis l'ouverture de l'espace aérien équatorien le 1er juin dernier (28k passagers en juin, 60k en juillet et 78k en août), le trafic aérien reprend progressivement. L'association des compagnies aériennes (23 lignes aériennes locales et internationales opèrent en Equateur) estime les pertes liées au confinement à près de 400 MUSD et que l'année 2020 s'achèvera avec 50% du trafic aérien de 2019. Actuellement sont ouvertes uniquement les liaisons vers Amsterdam, Madrid, Mexico et les Etats Unis.

Pérou 2019 – Population : 32 M PIB : 229 Mds USD**La croissance économique sur les 7 premiers mois de l'année est de -16,5%.**

Le dernier rapport de l'Institut National des Statistiques (INEI) rend compte d'une croissance négative de -11,7% en juillet 2020, la chute mensuelle la moins prononcée depuis le début de l'Etat d'Urgence déclaré en mars en raison de l'épidémie de covid-19. Cela porte la croissance sur les 7 premiers mois à -16,5% (en g.a.) et la croissance pour l'année mobile août 2019-juillet 2020 à -8,5%. Sur les 7 premiers mois, les secteurs ayant le plus de poids dans l'économie (manufacture ; mines et hydrocarbures ; services personnels et immobiliers et commerce représentent 56% de l'économie) ont tous reculé de deux chiffres. Pour rappel, le MEF prédit une chute du PIB de 12% pour cette année.

Le Président Vizcarra fait face à une procédure de destitution qui a toutefois peu de chance d'aboutir.

La semaine dernière, des enregistrements audio ont été diffusés dans l'enceinte du Congrès, au sujet de l'affaire « Richard Swing », du nom de cet artiste inconnu qui aurait bénéficié de contrats avec le Ministère de la Culture au cours de ces dernières années, et que les rivaux politiques de l'exécutif soupçonnent d'être lié au Président. Une motion de destitution à l'encontre du Président a été présentée et sera mise au vote vendredi 18 septembre. Cette initiative a toutefois peu de chances d'être appuyée par la majorité qualifiée requise au Congrès (87 votes sur 130).

L'Exécutif et le Congrès entretiennent des relations tendues depuis l'installation de ce dernier en mars 2020, suite à la dissolution par le Président du précédent Congrès le 30 septembre 2019.

Venezuela**2019 – Population : 28 M****PIB : 70 Mds USD****Un rapport de l'ONU publié mercredi accuse les autorités de l'Etat vénézuélien, y compris le président, d'être complices de violations des droits de l'homme et de faits «constituant des crimes contre l'humanité».**

Dans un rapport, une mission nommée par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a déclaré que le président Nicolas Maduro et d'autres hauts responsables étaient impliqués dans des violations systématiques des droits de l'homme, notamment des exécutions extrajudiciaires, des disparitions forcées et des actes de torture, indiquant que la violence faisait partie d'un effort pour réprimer l'opposition au gouvernement.

De son côté, le ministre des Affaires étrangères du Venezuela, Jorge Arreaza, déclare que le rapport de l'ONU sur les allégations de violations des droits de l'homme au Venezuela est politisé et constitué de mensonges.

Le secteur du commerce et des services enregistre une perte d'emploi de 30% à l'échelle nationale.

Le président de Consecomercio a indiqué ce mercredi que 90% du secteur commercial au Venezuela est touché par la quarantaine et, sur ce nombre, 40% enregistrent des niveaux d'affectation sévères qui se traduiraient par une perte d'emploi de 30% à l'échelle nationale. Capozzolo a souligné que 96% des établissements commerciaux, tant publics que privés, n'ont reçu aucune aide des agences gouvernementales pour atténuer les pertes subies en raison de l'arrêt des activités. De même, il a indiqué que 85% des commerces ont manifesté un impact important sur leur niveau d'opérations en raison de la pénurie d'essence et de la défaillance des autres services publics tels que l'électricité et l'eau potable.

Offre conditionnelle de renégociation de la dette obligataire de la République bolivarienne du Venezuela, de Petrôleos de Venezuela (PDVSA) et Electricidad de Caracas (ELECAR).

L'offre conditionnelle de renégociation de la dette obligataire (échéance le 13 octobre) prévoit l'interruption du délai de prescription (3 ans depuis leur entrée en défaut fin 2017) sur les potentielles actions légales de recouvrement à la condition de la suspension des démarches légales déjà engagées par les investisseurs pour recouvrer les intérêts et principaux des obligations en défaut. Cette offre doit également permettre aux investisseurs de faire pression auprès des autorités américaines pour la levée des sanctions empêchant la restructuration de la dette pour les entités nord-américaines. L'offre est conditionnée à un taux d'acceptation de 75% des obligations, ce qui rend peu probable son succès, d'autant que certaines obligations sont régies par le droit américain.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à christine.besnard-loporto@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional

Adresse : Carrera 11 No. 93-12
Bogota - COLOMBIE

Rédigé par : les Services économiques Amérique andine
Revu par : Julien BUISSART

Version du 17 septembre 2020